



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 14 novembre 2022

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

Covid : forte hausse du nombre de cas, les autorités annoncent des assouplissements dans la mise en œuvre de la politique 0-Covid, mais la prudence est de mise

Conjoncture : les indicateurs d'activité déçoivent et montrent un ralentissement de l'activité au mois d'octobre

Immobilier : mise en place de 16 mesures de soutien au secteur, alors que ses difficultés se poursuivent sur les dix premiers mois de l'année

Finances publiques : forte croissance des recettes fiscales au mois d'octobre

Banque et finance [\(ici\)](#)

Finance verte : CCDC publie un nouveau système de normes pour le marché des obligations vertes en Chine

Marchés boursiers : les marchés actions sont relativement stables cette semaine après un fort rebond mardi, les marchés obligataires sous pression

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

Relations Chine-Royaume-Uni : le gouvernement britannique ordonne à une société chinoise de se départir de ses investissements dans une fonderie de semi-conducteurs

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Semi-conducteurs : la production de circuits intégrés diminue de 26,7 % en octobre 2022 en g.a. sous le double effet d'une baisse de la demande et des mesures de contrôle-export américaines

Jeux vidéo : l'Administration chinoise de la presse et des publications (NPPA) approuve 70 jeux vidéo (notamment pour Tencent et NetEase) ; NetEase et Activision Blizzard mettent fin à leur partenariat

Batteries : BMW investit 10 Mds RMB (1,4 Md USD) dans l'expansion de son usine de batteries de Shenyang ; CATL s'implique dans un fonds de 2 Mds USD pour les véhicules électriques en Indonésie

Economie numérique : face au Congrès américain, le directeur du FBI exprime ses inquiétudes sur l'utilisation de TikTok par le gouvernement chinois

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Climat : publication du plan d'atteinte du pic d'émissions pour le secteur des métaux non-ferreux

COP27 : reprise de la coopération climatique avec les Etats-Unis, poursuite de l'ambiguïté sur le méthane et sur les « pertes et dommages »

Electricité : Augmentation de 3,8 % de la consommation électrique sur l'année 2022

Energie : Les énergies renouvelables exclues du plafond de la consommation totale d'énergie

Actualités régionales [\(ici\)](#)

Delta du Yangtsé : 3^{ème} anniversaire de la zone de démonstration du développement écologique intégré de la région

Shanghai : semaine internationale de l'industrie biomédicale

Shanghai : création du centre de développement de la propriété intellectuelle pour l'industrie de l'intelligence artificielle

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong

Covid-19 : Hong Kong réduit le nombre de tests requis à l'arrivée sur le territoire

Emploi : le taux de chômage baisse légèrement en octobre, à 3,9 %

Transport aérien : la capacité de transport de passagers de Cathay Pacific ne retrouvera son niveau pré-Covid qu'à la fin de l'année 2024

Macao

Discours de politique générale : le chef de l'exécutif rappelle l'objectif de 60 % du PIB pour les activités non liées aux jeux

Taiwan [\(ici\)](#)

Taux de change : Taïwan reste sur la liste de surveillance du Trésor américain

Economie : le TIER anticipe une croissance économique inférieure à 3 % en 2023 pour Taiwan

Finances : les banques et les assurances diminuent leur exposition au marché chinois

Bourse : le bénéfice des valeurs cotées progresse de près de 15 % sur les neuf premiers mois de 2022

TSMC : investissements et protection de la chaîne d'approvisionnement

Industrie : Foxconn au G20

Chine continentale

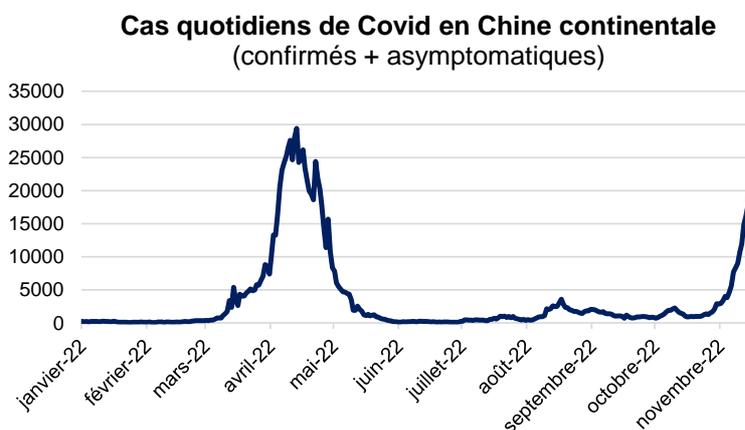
Conjoncture

Covid : forte hausse du nombre de cas, les autorités annoncent des assouplissements dans la mise en œuvre de la politique 0-Covid, mais la prudence est de mise

La circulation du virus en Chine continentale a fortement accéléré : le nombre de contaminations a été multiplié par plus de 10 en 3 semaines. Depuis les brèves de la semaine dernière, le nombre de cas quotidiens a été multiplié par plus de 2. Ainsi, le jeudi 17 novembre, les autorités ont [annoncé](#) plus de 25 129 nouveaux cas locaux, dont 2 276 sont « symptomatiques ». Un tel niveau de circulation du virus n'avait pas été atteint depuis la mi-avril 2022 en Chine, au moment du confinement de Shanghai.

Par rapport au printemps, la flambée épidémique actuelle se distingue par son étendue géographique : toutes les provinces sont concernées par des cas locaux de Covid, et plusieurs provinces ont des foyers épidémiques majeurs. Ainsi, Canton (Guangdong) enregistre le 17 novembre plus de 9000 cas quotidiens, Chongqing plus de 4500, et Zhengzhou (Henan) environ 1500. A Pékin, plus de 450 cas sont déclarés par jour.

A noter que, malgré la hausse massive du nombre de cas, aucun décès n'a officiellement été attribué au Covid en Chine depuis la vague du printemps.



Source: National Health Commission (NHC)

Dans ce contexte, et alors que les autorités, en particulier le nouveau Politburo lors de sa première réunion le 10 novembre dernier, ont réaffirmé un « soutien indéfectible » à la politique 0-Covid, des ajustements à sa mise en œuvre ont été annoncés. Ils consistent principalement en des assouplissements marginaux des mesures les moins justifiées du point de vue sanitaire (fin de l'isolement centralisé des personnes revenant simplement de zones « à risque », ne plus rechercher les « cas contacts de cas contacts », fin des campagnes de tests de masse injustifiées, etc.). Des mesures de plus long terme sont également mentionnées (le renforcement des capacités hospitalières, l'accélération de la vaccination, etc.).

Ainsi, le 11 novembre, la Commission Nationale de la Santé (NHC) a publié une [série de 20 recommandations](#) sur « l'optimisation des mesures de prévention et de contrôle du Covid-19 », dont voici ci-dessous le détail :

1. Pour les **cas contacts**, l'ancienne règle de « 7 jours d'isolement centralisé + 3 jours de surveillance à domicile » est remplacée par « **5 jours d'isolement centralisée + 3 jours d'isolement à domicile** ». Un test PCR est effectué les 1er, 2e, 3e et 5e jours d'isolement centralisé, et un test PCR est effectué les 1er et 3e jours d'isolement à domicile.
2. Déterminer en temps opportun et avec précision les cas contacts, et **ne plus rechercher les cas contacts des cas contacts**.
3. Pour une personne **en provenance d'une zone à risque élevé**, l'ancienne règle de « 7 jours de quarantaine centralisée » est devenue « **7 jours d'isolement à domicile** ». Pendant cette période, son code Health Kit est mis en couleur, elle ne peut pas sortir. Un test PCR est effectué les 1er, 3e, 5e et 7e jours pendant son isolement à domicile.
4. L'ancienne définition de zone à risque à trois catégories (haut, moyen et faible) passe à deux catégories (haut et faible) pour **réduire le nombre de personnes à gérer en zone à risque**. Si aucune nouvelle infection n'a été trouvée dans la zone à haut risque pendant 5 jours consécutifs, cette zone passe alors en zone à faible risque.
5. Pour un salarié occupant un **poste à risque** ayant effectué des opérations en boucle fermée, l'ancienne règle de « 7 jours d'isolement centralisé ou 7 jours d'isolement à domicile » devient désormais « 5 jours de surveillance à domicile ».
6. **Dans les zones où il n'y a aucun cas infecté**, les tests PCR doivent être effectués sur les postes à risque et le personnel clé en stricte conformité avec le champ d'application déterminé par la 9^e édition du plan de prévention et de contrôle, et **le champ d'application des tests PCR ne doit pas être élargi. Il ne faut pas généraliser les tests PCR massifs**, mais uniquement lorsque la source d'infection et la chaîne de transmission ne sont pas claires et que le temps de transmission communautaire est relativement long (fin des pratiques « deux tests par jour » ou « trois tests par jour »).
7. **Liaisons aériennes : suppression du mécanisme de suspension de vol, dit « circuit breaker »**. Par ailleurs, l'ancienne règle de 2 tests PCR négatifs 48h avant l'embarquement passe à **seulement un test PCR négatif 48h avant l'embarquement**.
8. Pour les personnes importantes dans les secteurs commercial et sportif en provenance de l'étranger, elles peuvent être transportées en **boucle fermée**, « point à point » dans leur lieu d'activité, d'entraînement ou de compétition. Pendant cette période, elles ne peuvent pas quitter leur lieu d'activité.
9. La définition d'un **cas positif au Covid est la valeur de Ct < 35**. Pour ceux qui sont testés entre 35 et 40 à la fin de la quarantaine centralisée, une évaluation sera faite afin de déterminer s'il s'agit d'une infection antérieure (elle aura alors 3 jours de quarantaine à domicile).
10. Pour les personnes en provenance de l'étranger, l'ancienne règle de « 7 jours d'isolement centralisé + 3 jours d'isolement à domicile » passe à « **5 jours d'isolement centralisé + 3 jours d'isolement à domicile** ». Quand une personne termine ses jours d'isolement dans la ville d'arrivée, le gouvernement local de son lieu de destination final ne doit pas ajouter d'autre jour d'isolement.
11. **Renforcement des ressources médicales** : Élaborer un plan de traitement hiérarchisé en fonction de l'état de santé de la personne. Les lits de prise en charge hospitalière et en soins intensifs doivent être prévus.
12. **Promotion de la vaccination contre la Covid** : Développer un programme pour accélérer la promotion de la vaccination et accélérer la couverture de la vaccination de rappel, en particulier pour la population âgée. Le développement de vaccins monovalents ou multivalents offrant une protection à large spectre doit être promu conformément à la loi et à la réglementation.

13. **Constitution de stocks de médicaments pour le traitement de la Covid** : Constituer des réserves d'approvisionnement pour répondre aux besoins en médicaments des patients, en particulier aux besoins de traitement des patients présentant des symptômes graves, à haut risque et âgés. Il convient également d'attacher de l'importance aux avantages uniques de la médecine chinoise. Les stocks de médicaments et d'équipements médicaux d'urgence doivent être renforcés.
14. **Renforcement de la protection des institutions et des « groupes-clé »** : Cartographier les groupes tels que les personnes âgées, les patients souffrant de maladies sous-jacentes, les femmes enceintes et les patients sous hémodialyse, afin de formuler des programmes de protection de la santé et de la sécurité adaptés. Une optimisation de la gestion des lieux où sont concentrées les personnes vulnérables, tels que les maisons de retraite, les hôpitaux psychiatriques et les maisons de bienfaisance, doit également être recherchée.
15. **Mise en œuvre des "quatre actions précoces" pour réduire l'ampleur de l'épidémie** : détection précoce, notification précoce, isolement précoce et traitement précoce.
16. **Accroître les efforts pour ajuster les réponses en fonction des problèmes, afin de ne pas apporter de solution unique et inadaptée**
17. **Garantir les services nécessaires pour les personnes en confinement et en isolement.**
18. **Optimiser les mesures de prévention et de contrôle des épidémies dans les écoles**, avec la mise en place de dispositifs de contrôle des temps de fermeture, des modalités d'enseignement à distance, de la situation des enseignants, etc.
19. **Mettre en œuvre des mesures de prévention et de contrôle adaptées à chaque entreprise.**
20. **Evacuer de manière adaptée et à bon escient les personnes en situation de détresse.**

Conjoncture : les indicateurs d'activité déçoivent et montrent un ralentissement de l'activité au mois d'octobre

Au mois d'octobre, les principaux indicateurs d'activité de l'économie chinoise ont déçu les attentes du consensus. Sous l'effet des restrictions mises en œuvre en réponse à la circulation épidémique, l'économie a montré des signes de ralentissement.

En octobre, la croissance de la [production industrielle \(en valeur ajoutée\)](#) diminue tout en restant élevée, à 5 % en g.a. (contre 6,3 % en septembre). La production industrielle progresse de 0,3 % d'un mois sur l'autre. Dans le détail, l'automobile continue d'être le secteur le plus dynamique sous l'effet des mesures de soutien public aux ventes, avec une progression de sa valeur ajoutée de 18,7 % en octobre (après 23,7 % en septembre). L'industrie manufacturière de haute technologie voit sa croissance augmenter, à 10,6 % en octobre (contre 9,3 % en septembre). Sur les dix premiers mois de l'année, la croissance en g.a. de la production industrielle est de 4 %

Au mois d'octobre, les [ventes au détail](#) se contractent de 0,5 % en g.a., (contre une hausse de 2,5 % au mois de septembre). Il s'agit de la première contraction depuis le mois de mai. En glissement mensuel, les ventes diminuent de 0,68 %. Le dynamisme du secteur automobile atténue la baisse des ventes de détails, qui se contractent de 0,9 % hors ventes automobiles. Le secteur de la restauration est fortement affecté et enregistre une contraction de 8,9 % en g.a.

Les ventes en ligne continuent de croître fortement, à 7,2 % sur les dix premiers mois de l'année, avec une proportion parmi les ventes au détail totales qui s'établit à 26,2 % de janvier à octobre. Il s'agit avant tout d'un phénomène de substitution, étant donné la croissance de l'ensemble des ventes au détail sur la même période (+0,6 %, en baisse par rapport aux 0,7 % des neuf premiers mois).

En octobre, la croissance des [investissements bruts en capital fixe](#) est stable, 5,8 % en g.a. sur les dix premiers mois de l'année (contre 5,9 % de janvier à septembre). Les investissements dans les infrastructures accélèrent légèrement (+8,7 % sur dix mois). La divergence entre les investissements privés et publics continue de s'accroître : la croissance des premiers ralentit (à +1,6 % sur les dix premiers mois) quand la croissance de l'investissement public accélère à nouveau (à +10,8 %).

En septembre, le [taux de chômage](#) en zone urbaine est stable à 5,5 %, tout comme le taux de chômage des jeunes, qui se maintient au niveau très élevé de 17,9 %.

Nota Bene : Le taux de chômage urbain ne reflète pas parfaitement le marché du travail, n'intégrant qu'imparfaitement les données relatives aux travailleurs migrants, qui jouent le rôle de variable d'ajustement du marché du travail.

Immobilier : mise en place de 16 mesures de soutien au secteur, alors que ses difficultés se poursuivent sur les dix premiers mois de l'année

Le 12 novembre, d'après des informations rapportées dans la [presse](#), la China Banking and Insurance Regulatory Commission (CBIRC) et la PBoC auraient transmis aux banques et institutions financières un document (non publié officiellement) présentant des mesures de soutien au secteur immobilier.

Le document, intitulé « Circulaire pour mener à bien le travail de soutien financier dans le développement régulier et sain du marché immobilier », comprend 16 points. Les mesures, formulées en termes généraux, couvrent un large éventail de domaines et visent à répondre aux difficultés que connaît depuis de nombreux mois le secteur immobilier en Chine.

Il s'agit de relancer la construction, notamment par la facilitation des financements de tous types à destination des promoteurs (prêts aux développeurs, financements obligataires, prêts fiduciaires, financement par des sociétés de gestion d'actifs etc.). L'extension des délais et le report de remboursement est aussi encouragée, de même qu'un assouplissement de certaines contraintes réglementaires. Les mesures encouragent également la mobilisation des policy banks. Pour les ménages, les conditions d'acquisition de logements sont assouplies et les banques encouragées à échelonner les remboursements (en réponse au phénomène de « boycott des loyers »).

Ce document, qui formule de façon regroupée des mesures qui reprennent pour l'essentiel les déclarations verbales précédentes des autorités, a été salué par les marchés (l'indice Hang Seng Mainland Properties a ainsi gagné plus de 30% entre jeudi 10 et mardi 15 novembre, mais évolue toutefois toujours à son niveau plus bas historique). Plusieurs promoteurs ont par conséquent annoncé leur volonté de lever des fonds (tels que Country Garden Holdings et Agile Group Holdings).

Ces annonces interviennent alors que les chiffres du secteur immobilier au mois d'octobre ont montré la poursuite de ses graves difficultés.

Sur les dix premiers mois de l'année, les [investissements immobiliers](#) se contractent de 8,8 % en g.a. (contre -8 % de janvier à septembre). En particulier, la contraction des investissements immobiliers résidentiels poursuit son accélération, à -8,3 % (contre -7,5 %).

S'agissant des ventes immobilières, en termes de superficie vendue, leur chute est stable à -22,3 %, avec en particulier une baisse de 25,5 % pour les ventes de logements résidentiels. La tendance est analogue en termes de chiffre d'affaires, avec une chute de -26,1 % (contre -26,3 % de janvier à août), avec une contraction pour les ventes de logements résidentiels de -28,2 % (contre -28,6 % de janvier à août). S'agissant des nouveaux projets de construction, la superficie des mises en chantier de logements neufs se contracte légèrement plus, à -38,5 % (contre -38,7 % de janvier à septembre). La stabilisation des taux de croissance cumulés pour les ventes immobilières s'explique en partie par l'effet de base du second semestre 2021, durant lequel la contraction avait déjà débuté.

Les fonds (toutes sources de financement confondues) dont disposent les promoteurs immobiliers sont en contraction de 24,7 % de janvier à octobre (contre -24,5 % sur les neuf premiers mois), illustration de leurs difficultés de liquidité, justement l'élément central que ciblent les mesures annoncées.

Concernant les prix immobiliers, en octobre les prix continuent de baisser d'un mois sur l'autre dans le neuf et l'ancien dans la très grande majorité des 70 principales villes du pays (58 villes pour l'immobilier neuf, et 62 pour l'ancien). La tendance est identique pour l'évolution en glissement annuel.

Seules les villes de rang 1 (c'est-à-dire Pékin, Shanghai, Canton et Shenzhen) résistent, avec une hausse des prix en glissement annuel dans le neuf comme l'ancien (de respectivement +2,6 % et +1,3 %). A noter que cette tendance est tirée par l'attractivité de Pékin et Shanghai, qui enregistrent des hausses des prix dans l'ancien de respectivement 5,2 % et 3,9 % en g.a., alors que Canton et Shenzhen voient leurs prix se contracter de respectivement 0,2 % et 3,5 % sur un an.

Dans les villes de rang 2, les prix diminuent sur un an de 1,3 % pour le neuf et 3,2 % pour l'ancien, des baisses qui sont de 3,9 % et 4,7 % pour les villes de rang 3.

Finances publiques : forte croissance des recettes fiscales au mois d'octobre

Nota bene : les données publiées par le Ministère des finances (MoF) pour les finances publiques détaillent les « recettes publiques » et les « dépenses publiques » du budget général national (dit « premier compte public »), qui regroupe les recettes et dépenses générales du gouvernement central et des collectivités locales. Le solde de ce compte, après transferts et ajustements, donne le déficit budgétaire public officiel. En particulier, les obligations générales et spéciales, finançant en grande partie les investissements en infrastructures, en sont exclues. Les deuxième, troisième et quatrième comptes publics couvrent les dépenses et recettes de divers fonds des administrations publiques (APU) et de Caisses de Sécurité Sociale, qui ne sont pas détaillées ci-dessous.

S'agissant des recettes publiques, elles s'établissent sur les dix premiers mois à 17 339 Mds RMB (2 430 Mds USD), en diminution de 4,5 % en g.a. (contre -6,6 % en g.a. sur les trois premiers trimestres, incluant les remboursements de crédits d'impôts qui totalisent environ 2 300 Mds RMB de janvier à octobre). Parmi elles, les recettes fiscales s'élèvent à 14 258 Mds RMB (1 998 Mds USD), en baisse de 8,9 % en g.a. (contre -11,6 % en g.a. sur les trois premiers trimestres). Les recettes non fiscales s'élèvent à 3 082 Mds RMB (432 Mds USD), en augmentation de 23,2 % en g.a. (contre +23,5 % en g.a. sur les trois premiers trimestres, soit le premier ralentissement de croissance depuis avril 2021), principalement due à la vente d'actifs publics (tels que des mines) par les gouvernements locaux. Sur le seul mois d'octobre, les recettes fiscales augmentent fortement de +15,2 % en g.a. (contre +0,3 % en g.a. en septembre), cette accélération de croissance étant notamment tirée par les impôts sur la consommation (+147 % en g.a. en octobre contre -4,4 % en g.a. en septembre, en raison de l'effet de base), la TVA (+12,2 % en octobre contre +6,7 % en septembre) et les impôts sur les sociétés (+12,6 % en octobre contre -12,2 % en

septembre), la plupart des crédits d'impôts étant remboursés entre juin et août. A l'inverse, la croissance des impôts sur les revenus des personnes ralentit à +2,7 % en g.a. en octobre (contre +11,2 % en septembre).

S'agissant des dépenses publiques, elles s'établissent à 20 633 Mds RMB (2 891 Mds USD), enregistrant une accélération de leur croissance, à +6,4 % en g.a. sur les dix premiers mois (contre +6,2 % en g.a. sur les trois premiers trimestres) et atteignant 77 % du budget de l'année. En particulier, sur le seul mois d'octobre, la croissance des dépenses publiques accélère à +8,7 % en g.a. (contre +5,4 % en g.a. en septembre), principalement liée à la santé (+43,6 % en g.a. en octobre contre +24,6 % en septembre) et à la sécurité sociale & emplois (+13,9 % en octobre contre +10 % en septembre).

Sur ce « premier compte public », avant transferts et ajustements (non précisés par le MoF), le déficit budgétaire enregistré à fin octobre s'abaisse à 3 294 Md RMB (contre 3 724 Mds RMB à fin septembre).



Retour au sommaire ([ici](#))

Banque et finance

Finance verte : CCDC publie un nouveau système de normes pour le marché des obligations vertes en Chine

Le 14 novembre, *China Central Depository & Clearing Co., Ltd.* (CCDC) a publié un nouveau système de normes pour le marché des obligations vertes en Chine (« [China bond green bond environmental benefit information disclosure indicator system](#) »), renforçant les obligations de divulgation d'informations sur les projets financés par des obligations vertes et leurs bénéfices environnementaux. Le système comprend 44 indicateurs de bénéfices pour 207 types de projets verts et vise à normaliser la divulgation d'informations par les émetteurs d'obligations et les organismes de certification.

Les projets verts sont désormais classés en sept catégories : conservation de l'énergie et protection de l'environnement, production propre, énergie propre, environnement écologique, mise à niveau verte des infrastructures, services verts et autres. La catégorisation est basée sur les documents des obligations vertes publiés par la banque centrale, la Commission nationale du développement et de la réforme (NDRC) et le régulateur des valeurs mobilières chinois (CSRC). Les 44 indicateurs d'avantages incluent la réduction d'émissions de carbone, la réduction de pollution, l'utilisation complète des ressources, la protection d'environnement et autres. Chaque type de projet financé par des obligations vertes doit divulguer des informations en fonction des indicateurs qui lui sont applicables, obligatoirement ou facultativement, selon le document.

La finance verte se développe rapidement en Chine depuis 2016. Fin octobre, l'encours des obligations verte a atteint 1400 Mds RMB dans le pays, soit environ 1 % de l'ensemble de son marché obligataire.

Marchés boursiers : les marchés actions relativement stables cette semaine après un fort rebond mardi, les marchés obligataires sous pression

Après un rebond d'environ 2 % avec un volume d'échange journalier dépassant 1000 Mds RMB le 15 novembre suite à l'annonce des mesures d'assouplissement du contrôle de l'épidémie, le marché boursier s'abaisse progressivement durant la semaine en enregistrant finalement une faible augmentation hebdomadaire de 0,3 % sur les deux bourses de Shanghai et Shenzhen.

	CSI 300	SSE	SZSE	ChiNext	STAR Market 50
Le 15 novembre	1,9%	1,6%	2,1%	2,4%	2,8%
Entre le 14 et le 18 novembre	0,3%	0,3%	0,4%	-0,6%	0,9%
Depuis le 1er novembre	8,3%	7,0%	7,5%	5,5%	2,1%
Depuis le 1er janvier	-23,1%	-14,9%	-24,8%	-28,1%	-26,2%

Sur le marché obligataire, les taux d'intérêt ont augmenté entre le 14 et 16 novembre (Shibor à 1 jour +23 pdb, Shibor à 7 jours +11 pdb), avec l'annulation de l'émission de 25 obligations pour un montant total de 22,8 Mds RMB. Pour atténuer la pression de liquidité sur le marché interbancaire, la PBoC a ainsi injecté 123 Mds RMB de liquidité nette le 17 novembre, le Shibor à 1 jour et le Shibor à 7 jours retombent respectivement de 57 pdb et 21 pdb entre le 17 et le 18 novembre. Le marché souffre du rebond du marché action (l'allocation des fonds se

dirige plutôt vers ce dernier) et de dégagements liés à l'habillage du bilan des bilans des banques en fin d'année (*window dressing*).



[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Echanges et politique commerciale

Relations Chine-Royaume-Uni : le gouvernement britannique ordonne à une société chinoise de se départir de ses investissements dans une fonderie de semi-conducteurs

Le 16 octobre, les autorités britanniques ont ordonné à l'entreprise Nexperia de vendre au moins 86 % de la plus grande fonderie du Royaume-Uni, Newport Wafer Fab. Si le siège de Nexperia se situe aux Pays-Bas, elle est depuis son [rachat](#) en juillet 2021 pour [63 MGBP](#) par Wingtech Technology une filiale de l'entreprise chinoise, présumée comme ayant des liens étroits avec le gouvernement chinois.

Cette décision intervient à la suite d'une enquête menée dans le cadre du *National Security and Investment Act 2021*, [promise](#) par l'ancien Premier ministre Boris Johnson après l'annonce de la vente de Nexperia en juillet dernier. Le département des Affaires, de l'Énergie et de la Stratégie industrielle (BEIS) a notamment souligné que le contrôle par la filiale de l'entreprise chinoise représentait un risque pour la sécurité nationale à travers la fuite de technologies vers la Chine.

Dans un [communiqué](#) publié sur le site de Nexperia, le dirigeant de l'entreprise s'est dit « choqué » de cette décision « disproportionnée », et a annoncé qu'il fera appel. Dans le même temps, l'entreprise chinoise a [annoncé](#) racheter une société néerlandaise d'intégration de systèmes électronique pour les solutions énergétiques (Nowi). Pour rappel, ces dernières semaines plusieurs pays ont limité des investissements chinois dans des secteurs stratégiques au titre de la sécurité nationale :

- Le 9 novembre, le gouvernement fédéral allemand a mis son [veto](#) à deux rachats d'entreprises domestiques de semi-conducteurs par des investisseurs chinois ([voir les brèves du SER de Pékin du 7 novembre 2022](#)).
- Le 2 novembre, le gouvernement fédéral canadien avait ordonné à trois investisseurs chinois de céder leurs parts dans des entreprises canadiennes de minéraux critiques (lithium) ([voir les brèves du SER de Pékin du 7 novembre 2022](#)).
- Le 26 octobre, le gouvernement fédéral a [annoncé](#) l'interdiction pour l'entreprise publique chinoise Cosco, groupe exploitant la quatrième plus grande compagnie maritime du monde, d'acquérir plus de 25 % du terminal Tollerort, l'un des quatre terminaux du port de Hambourg ([voir les brèves du SER de Pékin du 24 octobre 2022](#)).

Industrie et numérique

Semi-conducteurs : la production de circuits intégrés diminue de 26,7 % en octobre 2022 en g.a. sous le double effet d'une baisse de la demande et des mesures de contrôle-export américaines

Selon le Bureau national des statistiques (NBS), la [production](#) de circuits intégrés a atteint 22,5 Mds d'unités en octobre 2022, soit une baisse de 26,7 % en g.a.. Alors qu'un ralentissement historique avait déjà été constaté en août 2022 (-24,7 % en g.a.), le mois d'octobre 2022 enregistre finalement le plus important recul mensuel de production en volume depuis le début des relevés statistiques en 1997. Par ailleurs, le niveau de production de circuits intégrés est inférieur à celui du mois d'avril 2022 (25,9 Mds d'unités) où l'activité avait été perturbée par les restrictions sanitaires liées au Covid-19. En cumulé sur les 10 premiers mois de l'année 2022, la production totale de circuits intégrés s'élève à 267,5 Mds d'unités, soit une baisse de 12,3 % en g.a..

Cette situation s'explique surtout par la faiblesse de la demande, notamment dans l'électronique. La semaine dernière, le principal fondeur chinois SMIC a ainsi [déclaré](#) que ses clients producteurs de smartphones et de produits électroniques grand public hésitaient à passer de nouvelles commandes face à la faiblesse des dépenses de consommation, ce qui devrait peser sur les perspectives commerciales de SMIC jusqu'au premier semestre 2023 inclus. D'après [Canalys](#), les expéditions de smartphones en Chine continentale ont atteint 70 M d'unités au troisième trimestre 2022, en diminution de 11 % en g.a..

De plus, les conséquences de la politique de contrôle-export des Etats-Unis vis-à-vis de la Chine dans le domaine des semi-conducteurs commencent à se faire ressentir. Pour rappel, les nouvelles règles annoncées le 7 octobre dernier concernent des biens entrant dans la fabrication de semi-conducteurs et d'informatique avancée ([voir brèves du SER de Pékin – semaine du 10 octobre 2022](#)). Dans ses [résultats](#) du troisième trimestre 2022, SMIC reconnaît que « selon une première interprétation, les nouvelles règles ont un effet négatif sur [sa] production et [ses] activités ».

Jeux vidéo : l'Administration chinoise de la presse et des publications (NPPA) approuve 70 jeux vidéo (notamment pour Tencent et NetEase) ; NetEase et Activision Blizzard mettent fin à leur partenariat

Le 17 novembre, l'Administration chinoise de la presse et des publications (NPPA) a publié une [liste](#) de 70 jeux vidéo autorisés à la commercialisation, dont deux développés respectivement par NetEase et Tencent Holdings. Après n'avoir accordé aucune licence en octobre 2022, la NPPA a octroyé son second plus important nombre de licences en 2022, derrière le mois de septembre (73 licences). C'était alors la première fois que les leaders Tencent (51 % des parts de marché chinois) et NetEase (17,5 %) obtenaient une licence depuis le resserrement mis en place par les autorités en juillet 2021 – date à laquelle un article de la presse officielle présentait les jeux vidéo comme un « opium spirituel » ([voir brèves du SER de Pékin – semaine du 12 septembre 2022](#)).

Un changement de discours, semblant indiquer un dégel, est désormais perceptible. Le 16 novembre, un [article](#) publié dans la presse officielle estime que « les opportunités de l'industrie des jeux vidéo ne peuvent être manquées » et appelle les autorités à « avoir une compréhension plus objective et diversifiée de l'industrie des jeux vidéo », « renforcer la planification stratégique et se concentrer sur le plan à long terme » et « promouvoir le développement sain de l'industrie des jeux vidéo ». Il reste néanmoins à voir quelles mesures concrètes seront mises en place dans les prochains mois.

Dans le même temps, NetEase et l'entreprise américaine Activision Blizzard, [en cours de rachat](#) par Microsoft, ont [annoncé](#) le non-renouvellement de leur accord de licence expirant le 23 janvier 2023, en raison « d'absence de consensus » sur les termes de leur coopération. Les deux entreprises mettent ainsi fin à un partenariat long de 14 ans. Parmi les jeux vidéo qui seront désormais indisponibles sur le marché chinois, figurent notamment « World of Warcraft », « Warcraft III » ou encore « Diablo III ». Toutefois, Activision Blizzard [indique](#) rechercher des alternatives pour commercialiser ses jeux vidéo en Chine – une démarche qui pourrait s'avérer complexe au vu des contraintes réglementaires en place. Alors que NetEase estime que l'absence des jeux Activision Blizzard aura un effet limité sur ses résultats financiers, un rapport publié par Daiwa Capital Markets anticipe une baisse de 6 à 8 % du chiffre d'affaires de NetEase en 2023.

Batteries : BMW investit 10 Mds RMB (1,4 Md USD) dans l'expansion de son usine de batteries de Shenyang ; CATL s'implique dans un fonds de 2 Mds USD pour les véhicules électriques en Indonésie

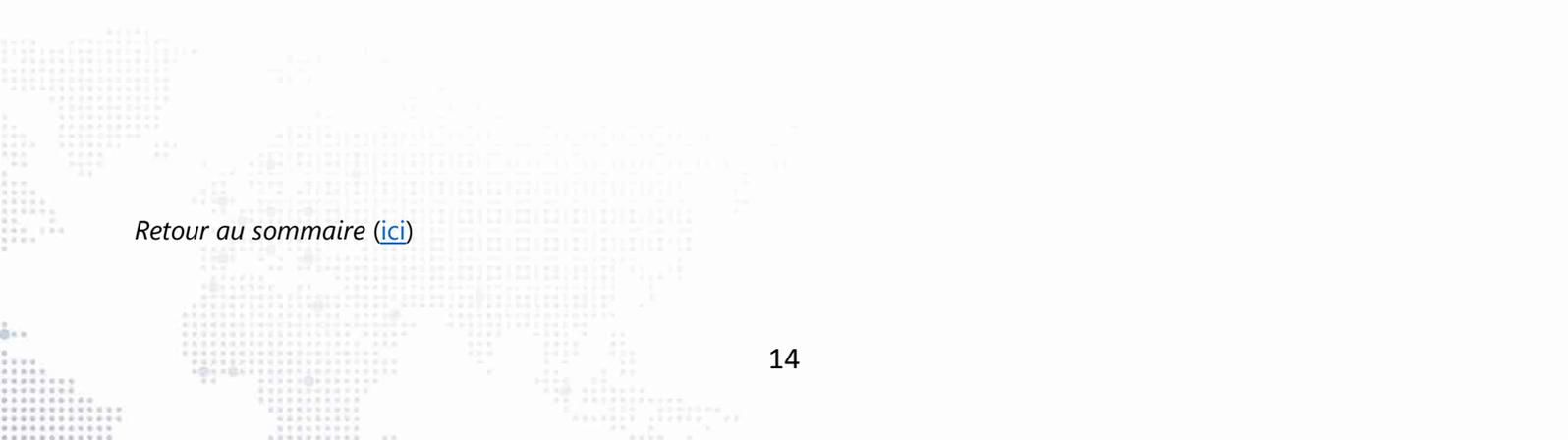
Le 12 novembre, BMW a [annoncé](#) un investissement de 10 Mds RMB (1,4 Md USD) dans l'expansion de son usine de batteries de Shenyang (Liaoning), opérée par la joint-venture BMW Brilliance Automotive. Alors qu'il accompagnait le chancelier allemand Olaf Scholz lors de sa visite d'Etat en Chine la semaine dernière, le président du Conseil d'administration de BMW, Oliver Zipse, a réaffirmé que la Chine restait l'un des marchés les plus stratégiques pour le groupe. Ce nouveau projet est présenté comme une démonstration concrète de l'engagement à long terme de BMW sur le marché chinois, en particulier dans le secteur de la mobilité électrique. BMW est installé à Shenyang depuis 2003 et y produit des batteries depuis 2017 – il s'agit du premier centre de production de batteries du groupe hors d'Allemagne. Le nouvel accord d'investissement fait suite à une phase de modernisation importante de l'usine de Shenyang (15 Mds RMB) au premier semestre 2022 et intervient alors que le climat des affaires se détériore en Chine ([voir brèves du SER de Pékin – semaine du 19 septembre 2022](#)).

Parallèlement, la Chine s'est engagée davantage dans le secteur des batteries en Indonésie. Le 14 novembre, lors d'une conférence retransmise en marge du G20, le dirigeant du fonds souverain indonésien (*Indonesia Investment Authority* - INA) a [fait savoir](#) que l'INA allait créer un fonds pour les véhicules électriques d'une valeur minimale de 2 Mds USD avec le fabricant chinois de batteries CATL et l'institution financière hong-kongaise CMB International (filiale de la banque chinoise China Merchant Bank). Un accord a ensuite été signé entre les trois partenaires. Le fonds investira dans la chaîne de valeur des véhicules électriques, à l'heure où l'Indonésie souhaite développer une industrie dédiée sur son propre territoire, après avoir interdit en 2020 les exportations de minerai de nickel pour garantir ses approvisionnements. CATL poursuit ainsi sa stratégie d'implantation en Indonésie, déjà amorcée en avril 2022 où un [investissement](#) de 6 Mds USD avait été annoncé en lien avec les deux entreprises locales Aneka Tambang et Industri Baterai Indonesia.

Economie numérique : face au Congrès américain, le directeur du FBI exprime ses inquiétudes sur l'utilisation de TikTok par le gouvernement chinois

Le 15 novembre, le directeur du FBI, Christopher Wray, s'est [exprimé](#) sur TikTok au cours d'une audition menée par la commission de la sécurité intérieure du Congrès américain. Alors que de nombreux acteurs (dont le commissaire de l'Agence américaine de régulation des télécoms – FCC) appellent à interdire TikTok aux Etats-Unis, Christopher Wray a mis en garde ses interlocuteurs contre l'utilisation de TikTok par le gouvernement chinois : « En vertu de la loi chinoise, les entreprises sont tenues de [...] faire fondamentalement tout ce que le gouvernement chinois veut qu'elles fassent en termes de partage d'informations ou de servir d'outil au gouvernement chinois. [...] C'est une raison suffisante en soi pour être extrêmement préoccupé ».

TikTok, qui appartient au groupe chinois ByteDance, tente actuellement de conclure un accord avec les Etats-Unis pour transférer toutes les données de ses utilisateurs américains vers des serveurs de l'entreprise domestique Oracle et éviter ainsi l'expulsion du pays. L'entreprise s'est montrée optimiste face aux critiques du directeur du FBI, commentant à [Bloomberg](#) : « Nous sommes convaincus que nous sommes sur la voie de satisfaire pleinement toutes les préoccupations raisonnables de sécurité nationale des Etats-Unis ». Pour autant, une [polémique](#) récente a mis en avant des différences d'algorithmes pour les usagers de moins de 14 ans, selon qu'ils soient chinois ou américains (utilisant respectivement Douyin ou TikTok). Les usagers chinois seraient orientés vers des contenus éducatifs, tandis que les usagers américains seraient orientés vers des contenus divertissants.



Retour au sommaire ([ici](#))

Développement durable, énergie et transports

Climat : publication du plan d'atteinte du pic d'émissions pour le secteur des métaux non-ferreux

Le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information (MIIT), la commission nationale du Développement et de la Réforme (NDRC) et le ministère de l'Ecologie et de l'Environnement (MEE) ont publié le 15 novembre [le plan d'atteinte du pic d'émissions pour le secteur des métaux non-ferreux](#). Ce plan fait partie de la planification « 1+N », qui doit détailler la stratégie de décarbonation chinoise avec un plan général (« 1 ») et « N » plans sectoriels.

Le plan fixe plusieurs objectifs chiffrés, avec notamment un taux de recyclage de 24 % pour les métaux non-ferreux d'ici 2025 et de 30 % d'ici 2030. Des objectifs de capacités de recyclage de 4 Mt/an pour le cuivre et 11,5 Mt/an pour l'aluminium ont notamment été annoncés d'ici 2025. Pour mémoire, sur les métaux non-ferreux traditionnels, la Chine représenterait environ 40 % de la production et 50 % de la consommation mondiale. Ses capacités actuelles de recyclage de cuivre seraient de 3 Mt/an pour le cuivre et entre 6 et 7 Mt/an pour l'aluminium.

Concernant l'objectif de pic des émissions, il est aligné sur l'objectif général de la Chine (« avant 2030 »). Le choix de cette date-butoir apparaît comme peu ambitieux, au regard de la maturité du secteur selon les observateurs et surtout au regard de [la version préliminaire soumise à consultations](#) de ce plan, qui prévoyait un pic vers 2025. Cette situation de décalage entre les versions préliminaires et la version finale n'est pas nouvelle ; elle était déjà présente pour le secteur de l'acier (voir [Brèves du SER de Pékin, semaine du 7 février 2022](#)) et pour le secteur du bâtiment (voir [Brèves du SER de Pékin, semaine du 21 mars 2022](#)). La récurrence de ce décalage pourrait indiquer que, comme anticipé par de nombreux observateurs lors de l'annonce, l'objectif d'un pic « avant 2030 » était prudente et que la Chine serait en mesure d'atteindre son pic d'émissions bien avant cette date.

COP27 : reprise de la coopération climatique avec les Etats-Unis, poursuite de l'ambiguïté sur le méthane et sur les « pertes et dommages »

Lors de leur entretien à l'occasion du G20 à Bali, les deux chefs d'Etat états-unien et chinois ont ouvert la porte à une reprise des coopérations climatiques, qui avaient été interrompues unilatéralement par la Chine suite à la visite de Nancy Pelosi sur l'île de Taïwan. Cette annonce a été suivie par un entretien entre les deux envoyés spéciaux pour le climat, John Kerry et Xie Zhenhua.

Sur les « pertes et préjudices », l'ambiguïté sur le rôle de la Chine persiste. Frans Timmermans, vice-président exécutif de la Commission européenne, a estimé que la Chine [devait participer](#) au financement de l'hypothétique futur fonds pour les « pertes et préjudices ». Le Premier Ministre d'Antigua-et-Barbuda, qui assure la présidence de l'alliance des petits Etats insulaires, a également estimé que la Chine et l'Inde devaient participer financièrement.

Sur les émissions de méthane, Xie Zhenhua est apparu au *side-event* consacré au *Global Methane Pledge*, pour souligner à nouveau l'« imminence » de la parution du plan chinois sur le sujet, mais sans annoncer pour autant d'intention de rejoindre le *Global Methane Pledge*.

Enfin, la Chine a publié [son rapport sur l'implémentation de sa CDN](#), sans nouveaux objectifs.

Electricité : Augmentation de 3,8 % de la consommation électrique sur l'année 2022

Le 14 novembre 2022, l'Administration Nationale de l'Énergie (NEA) a [publié](#) les chiffres de la consommation électrique de janvier à octobre 2022. La consommation électrique augmente ainsi de 3,8% en glissement annuel, pour atteindre 7 176 Mds de kWh. C'est principalement les secteurs primaire (+9,9% / +94,8 Mds kWh) et résidentiel (+12,6% / +112,47 Mds kWh) qui tirent cette consommation à la hausse, les secteurs secondaire (+1,7% / +470,86 Mds kWh) et tertiaire (+4,2% / +124,79 Mds kWh) ayant une augmentation plus contenue.

Énergie : Les énergies renouvelables exclues du plafond de la consommation totale d'énergie

Le 16 novembre 2022, la Commission Nationale du Développement et de la Réforme (NDRC) et l'Administration Nationale de l'Énergie (NEA) ont publié une [notice](#) excluant l'augmentation de la consommation des énergies renouvelables du contrôle de la consommation totale d'énergie. La notice concerne les énergies provenant notamment de l'éolien, du solaire, de l'hydroélectrique, de la biomasse et la géothermie. Les augmentations d'électricité renouvelables devront faire l'objet d'une certification d'électricité verte pour être prises en compte. A noter que, bien que l'augmentation de l'énergie renouvelable soit exclue de la consommation totale d'énergie, elle n'est cependant pas exclue du plafond de l'intensité énergétique.

En effet, depuis le 13^e Plan Quinquennal (2016-2020), la Chine s'est dotée d'un système de « double contrôle » de la consommation d'énergie et de l'intensité énergétique : chaque province doit respecter des cibles annuelles de consommation d'énergie et d'intensité énergétique (quantité d'énergie consommée pour une unité de PIB), bien qu'aucun plafond de consommation d'énergie totale n'ait été fixé dans le 14^{ème} plan quinquennal relatif au secteur de l'énergie ([voir brèves du SER de Pékin, semaine du 21 mars 2022](#)).

Avec cette décision, toute augmentation future de consommation d'énergie à base de renouvelables ne sera pas comprise dans le quota annuel de consommation d'énergie, dans le but de favoriser les énergies renouvelables par rapport aux fossiles.

La décision souligne par ailleurs la nécessité d'utiliser et d'uniformiser des certificats verts pour attester de la consommation d'énergie à base de renouvelables, et le besoin de renforcer les systèmes de comptabilité et de données disponibles relatifs à la consommation d'énergies renouvelables.

Cette annonce, faisant écho à celle de la semaine dernière sur l'exclusion des ressources énergétiques utilisées comme matières premières dans les quotas de consommation d'énergie totale ([voir brèves du SER de Pékin, semaine du 7 novembre 2022](#)), vient entériner des idées émises lors de la Conférence Centrale sur le Travail Economique du 10 décembre 2021 ([voir brèves du SER de Pékin, semaine du 13 décembre 2021](#)).

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Actualités régionales

Delta du Yangtsé : 3^{ème} anniversaire de la zone de démonstration du développement écologique intégré de la région

Cette semaine, plusieurs conférences se sont tenues à l'occasion du troisième anniversaire de la construction de la « zone de démonstration du développement écologique intégré du delta du Yangtsé ».

Le 14 novembre au matin, une cérémonie d'inauguration des travaux pour les [projets clés](#) de la zone a eu lieu à Qingpu, Wujiang et Jiashan. Treize projets clés ont été lancés, dont quatre dans la catégorie des industries innovantes, sept dans la catégorie de l'écologie et de la protection de l'environnement et deux sur les interconnexions. L'investissement total pour ces projets s'élève à 20,6 Mds CNY.

Catégorie	Noms des projets
Industries innovantes	Le siège international de la finance et de la technologie de Yuantong dans le district de Qingpu
	Nouveau projet de Coxica (Shanghai) Intelligent Technology Co Ltd
	Projet photovoltaïque de Maiwei
	Projet de semi-conducteurs de Jiashan Shanrui
Ecologie et protection de l'environnement	Troisième phase du système d'approvisionnement en eau autour de la ville (restauration écologique et amélioration du paysage)
	Usine de purification de la qualité de l'eau du centre scientifique et technologique de Xicen
	Projet de restauration écologique et d'amélioration du littoral de Yuandang (Phase III de la section de Wujiang),
	Projet de traitement des eaux usées de la ville de Wujiang Sud
	Projet de protection écologique du traitement des eaux usées de Wujiang Shengze
	Projet de dragage de la rivière centrale de Jiaying et projet de liaison entre la rivière et le lac (phase I de la section de Jiashan),
Projet de la phase I de la section de « l'anneau bleu » de Jiashan	
Interconnexions	Nouvelle construction de l'avenue Qingpu (route Sanfendang - autoroute Huqingping)
	Liaison entre l'avenue Jiashan et l'autoroute Jinshang (autoroute Pingli)

Le 15 novembre, une conférence de presse a annoncé la construction de zones interprovinciales de démonstration de la [prospérité commune](#) dans la région, qui s'appuieront sur les projets déjà en cours dans le Zhejiang. Ce programme, préparé et mis en œuvre conjointement, est le premier programme interprovincial de mise en œuvre de la prospérité commune en Chine. Six exemples interprovinciaux devraient se concentrer sur trois enjeux : les disparités régionales, les disparités entre zones urbaines et rurales, les disparités de revenus. Un indicateur pour évaluer l'efficacité de ces zones sera élaboré.

Durant cette conférence de presse, il a aussi été question de [renforcement](#) du déploiement des infrastructures 5G et de la construction de réseaux de communication quantique pour soutenir le développement de l'économie numérique dans la zone. La construction d'un centre national d'innovation en matière de fibre de haute performance, telle que la fibre de carbone, est évoquée. Par ailleurs, le projet de parc intelligent "5G+Internet

industriel" de Hengtong Optoelectronics s'est vu attribuer le titre de projet pilote de démonstration de l'Internet industriel par le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information (MIIT).

Le 16 novembre, la « conférence sur le développement de la chaîne industrielle de [transport vert](#) de haute qualité du delta du Yangtsé » s'est tenue à Songjiang (Shanghai). Lors de cette conférence, la « plate-forme de services complets de l'industrie du transport vert » de la région a été lancée, et l'Alliance de la chaîne de l'industrie du transport vert du delta du Yangtsé a signé un accord de coopération stratégique avec la Banque de Pékin et la Banque de développement de Pudong.

Shanghai : semaine internationale de l'industrie biomédicale

La Semaine internationale de [l'industrie biomédicale](#) de Shanghai a débuté le 14 novembre au Zhangjiang Science Hall. Lors de la cérémonie d'ouverture, une « plateforme améliorée de recherche et d'innovation collaborative entre la médecine et les entreprises » a été dévoilée, qui vise à renforcer le rôle des hôpitaux de Shanghai dans le développement industriel. D'ici 2025, la ville espère disposer d'une industrie biopharmaceutique valorisée à 240 Mds CNY (35 Mds CNY).

Le [Zhangjiang](#) Hi-Tech Park, dans le quartier de Pudong, est particulièrement mis en avant du fait de sa forte intégration internationale, avec un total des échanges transfrontaliers de la part des entreprises biomédicales présentes à Zhangjiang de l'ordre de 200 Mds CNY entre 2015 et 2020, soit 40% du total national. D'autres zones comme celle de [Xuhui](#) ont aussi annoncé des investissements importants pour attirer les entreprises biomédicales.

Shanghai : création du centre de développement de la propriété intellectuelle pour l'industrie de l'intelligence artificielle

Le premier centre de développement de la [propriété intellectuelle](#) (PI) de niveau municipal de Shanghai pour l'industrie de l'intelligence artificielle - le *Shanghai Intellectual Property Development Center for Artificial Intelligence Industry* - a été créé à Xuhui, district où sont installées des institutions de R&D de premier plan comme Huawei ou le Shanghai Qizhi Institute.

Ce centre, en co-construction avec des laboratoires publics et des entreprises privées, concentrera entre autres une communauté de brevets pour l'industrie de l'IA, avec une offre de services sur la PI. L'objectif est de créer « un cadre législatif et écologique » sérieux pour le développement de l'IA.

Xuhui est une zone de premier plan au niveau national en matière de propriété intellectuelle, présentant notamment la plus grande concentration d'institutions de services de PI à Shanghai. Pour mémoire, c'est aussi dans le district de Xuhui que ce tient annuellement la *World Artificial Intelligence Conference* (WAIC), dont la 5^{ème} édition s'est tenue en septembre 2022.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Covid-19 : Hong Kong réduit le nombre de tests requis à l'arrivée sur le territoire

À compter du lundi 21 novembre, les voyageurs arrivant à Hong Kong ne devront plus subir que deux tests PCR, contre 4 précédemment. Cet allègement intervient près de deux mois après la suppression de la quarantaine obligatoire imposée aux voyageurs à leur arrivée. Le protocole « 0+3 » (0 jour de quarantaine, 3 jours de surveillance médicale et de restriction) demeure en vigueur, empêchant les d'accéder aux bars et restaurants durant les 3 jours suivant leur arrivée et un test rapide par jour reste requis jusqu'au 7^{ème} jour.

Emploi : le taux de chômage baisse légèrement en octobre, à 3,9 %

Le taux de chômage a reculé de 0,1 point au cours du trimestre glissant août 2022 – octobre 2022, marquant un 5^{ème} recul mensuel consécutif à 3,8 %. Pour mémoire, Il avait atteint un point haut à 7,2 % en décembre 2020 – février 2021 avant de se contracter régulièrement depuis. La baisse la plus importante du taux de chômage est enregistrée dans le secteur du commerce de détail, de l'hôtellerie et de la restauration (-0,6 points à 5,2 %), suivi par celui de la construction (-0,4 points à 5,6 %). L'emploi total progresse de 0,4 % au cours de la période, après +0,5 % lors du trimestre glissant précédent.

Transport aérien : la capacité de transport de passagers de Cathay Pacific ne retrouvera son niveau pré-Covid qu'à la fin de l'année 2024

La compagnie aérienne hongkongaise a annoncé par voie de communiqué qu'elle ne retrouverait fin 2023 que 70% de sa capacité de transport de passagers, visant un retour à la normale pour fin 2024. Cathay serait par ailleurs en bonne voie pour atteindre 30 % de ses capacités pré-Covid avant la fin de cette année.

Le rythme relativement lent de reprise des vols de Cathay Pacific s'explique par la nécessité pour la compagnie hongkongaise de renouveler les certifications d'une partie de ses pilotes après le fort ralentissement de l'activité observé durant l'épidémie de Covid-19, tout en recrutant de nouveaux pilotes à la suite des nombreux licenciements réalisés pendant la période.

Macao

Discours de politique générale : le chef de l'exécutif rappelle l'objectif de 60 % du PIB pour les activités non liées aux jeux

Le chef de l'exécutif de Macao a prononcé son discours de politique générale pour 2023 à l'Assemblée législative le 15 novembre. Il a notamment rappelé son objectif de limiter le poids du secteur des jeux dans le PIB à 40 % à l'avenir. Dans cette optique, il a déclaré que le gouvernement surveillerait attentivement le respect par les nouveaux concessionnaires de leurs engagements en matière de diversification des revenus, pris à l'occasion du renouvellement des licences des casinos. Les jeux représentaient plus de 50 % du PIB de Macao avant la pandémie, le secteur employant environ 20 % de sa population active. Les taxes sur les jeux, d'un montant de 112,7 Mds MOP (14 Mds USD) en 2019 représentaient alors 86% des recettes fiscales du gouvernement. Le chef de l'exécutif macanais a également déclaré que la région administrative spéciale continuerait à suivre la politique « zéro-Covid dynamique ».

Retour au sommaire [\(ici\)](#)

Taiwan

Taux de change : Taïwan reste sur la liste de surveillance du Trésor américain

Dans son rapport sur la politique de change de ses principaux partenaires commerciaux, publié le 10 novembre 2022, le Trésor américain a conclu qu'au cours des quatre trimestres précédents (de juillet 2021 à juin 2022), Taïwan n'avait pas répondu aux trois critères qui permettent de qualifier un pays de « manipulateur de monnaie », à savoir enregistrer (1) un excédent commercial avec les Etats-Unis dépassant 15 Mds USD, (2) un excédent courant de 3 % du PIB, et (3) un montant des interventions sur le marché des changes supérieur à 2 % du PIB, mais avait décidé néanmoins de [garder l'île sur une liste de surveillance](#), aux côtés de la Chine, du Japon, de la Corée du Sud, de l'Allemagne, de la Malaisie et de Singapour. D'après ce [dernier rapport semestriel du Trésor américain](#), l'excédent commercial de Taïwan avec les Etats-Unis s'établissait à 49 Mds USD, l'excédent de sa balance courante (116 Mds USD) était de 14,7 % du PIB, et le montant des interventions de Taïwan - visant à limiter l'appréciation du TWD – était équivalent à 1 % du PIB (8 Mds USD).

Economie : le TIER anticipe une croissance économique inférieure à 3 % en 2023 pour Taïwan

Dans ses dernières prévisions publié le 11 novembre, le Taiwan Institute of Economic Research (TIER), un des principaux « thinktanks » taiwanais, [table sur une croissance de 2,9 % en 2023](#), s'alignant sur les estimations de la banque centrale de l'île (CBC : 2,9 %) et du FMI (2,8 %). Selon le TIER, la croissance de l'économie taiwanaise au cours de l'année prochaine dépendrait principalement de la consommation domestique, notamment celle du secteur privé (en progression de 4,3 %). L'investissement (+3,2 %) et le commerce extérieur (+3,6 % pour les exportations de biens et de service, et +5,3 % pour les importations) y apporteront une contribution modeste par rapport à 2022. Quant à l'inflation, l'indice des prix à la consommation devrait se stabiliser, passant de 2,98 % cette année à 1,95 % en 2023.

Finances : les banques et les assurances diminuent leur exposition au marché chinois

La régulateur financier de Taïwan (FSC) a récemment annoncé que [le secteur financier avait réduit son exposition au marché chinois, pour atteindre 1 349 Mds TWD \(environ 42 Mds EUR\) à la fin du mois de septembre](#), enregistrant une baisse de 339 Mds TWD (10 Mds EUR), soit -20 % par rapport à la même période en 2021. Cette baisse s'explique, selon la FSC, par les mesures de confinement du Covid sur le continent, l'économie chinoise incertaine et l'affaiblissement du marché immobilier. Le montant est composé de 1 187 Mds TWD d'investissement en provenance des banques taiwanaises, de 149 Mds TWD des assureurs taiwanais et de 13 Mds TWD d'autres institutions financières privées. Parmi les banques locales, CTBC Bank est le premier investisseur en Chine au cours des neuf mois 2022, avec un montant d'exposition de 173 Mds TWD, en baisse de 3,8 %, suivie de Taipei Fubon Commercial Bank (104 Mds TWD, -14 %), d'E.Sun Commercial Bank (88 Mds TWD, -3 %) et de Cathay United Bank (84 Mds TWD, -35 %). Quant aux assureurs taiwanais, Cathay Life Insurance a diminué ses investissements en Chine, pour le sixième trimestre consécutif, à 32 Mds TWD fin septembre dernier, suivi de Taiwan Life Insurance, de Fubon Life Insurance, de China Life Insurance et de Nan Shan Life Insurance.

Bourse : le bénéfice des valeurs cotées progresse de près de 15 % sur les neuf premiers mois de 2022

Le Taiwan Stock Exchange (TWSE) a récemment annoncé qu'au cours des neuf premiers mois 2022, [953 entreprises cotées à la bourse taïwanaise dont 77 étrangères, ont réalisé 3 640 Mds TWD de bénéfice avant impôt \(environ 113 Mds EUR\), soit une hausse de près de 15 %](#) en glissement annuel. D'après TWSE, cette hausse des bénéfices est entraînée notamment par le secteur des semiconducteurs en raison de la demande importante de technologies émergentes comme les appareils et équipements 5G, les produits informatiques haute performance et l'électronique automobile. Les compagnies du transport maritime y ont également apporté une contribution positive, les prix du fret restant encore élevés malgré que la pénurie de conteneurs et de la congestion portuaire s'améliorent. Le bénéfice du secteur des écrans LCD et des industries traditionnelles comme les plastiques et les produits métallurgiques, a cependant connu une baisse issue de la pression inflationniste globale, ainsi que de la hausse du prix des matières premières.

TSMC : investissements et protection de la chaîne d'approvisionnement

Selon [J.K Lin](#) (vice-président de TSMC), TSMC travaille avec plusieurs fournisseurs de gaz taïwanais pour produire du gaz néon à Taïwan, d'ici [3 à 5 ans](#), afin de sécuriser la chaîne d'approvisionnement perturbée par la guerre en Ukraine. D'après les estimations réalisées par Techcet, les producteurs ukrainiens sont responsables de près de [50 % de l'approvisionnement](#) en gaz néon utilisable dans la production de semi-conducteur. Cette annonce intervient alors que le Directeur général de TSMC [C.C Wei](#) a officialisé, le 11 novembre, le report de l'ouverture de l'usine de 7nm prévue à Kaohsiung en raison d'une baisse mondiale de la demande en puce pour smartphone et ordinateur. Simultanément, le [Wall Street journal](#) a rapporté la volonté de TSMC de construire [une seconde usine](#) pour des puces de 3nm en Arizona. TSMC n'a pas confirmé, mais a déclaré construire un autre bâtiment sur le site actuel de Phoenix et ne pas avoir pris de décision définitive quant à son utilisation.

Industrie : Foxconn au G20

La coentreprise, [PT Foxconn Indika Motor](#) (FIM), fondée en septembre 2022 par PT Mitra Motor Group (MMG) (filiale de Indika Energy) et Foxteq Singapore Pte. Ltd (filiale de Hon Hai Technology Group) fait don de 5 bus électriques (eBus) pour soutenir la série d'événements du G20 et du B20 en Indonésie. Cette initiative, soutenue par le ministère de l'Investissement/Conseil de coordination des investissements indonésien (BKPM) avait pour but de soutenir le programme du gouvernement indonésien dans le développement de l'écosystème des véhicules électriques et les efforts visant à réduire les émissions de l'Indonésie. Le PDG et Président de Foxconn, [Young Liu](#) s'est également exprimé, lors du B20, devenant le premier chef d'entreprise taïwanais à avoir eu cette opportunité. Il a ainsi pu promouvoir la gamme de véhicules électriques de Foxconn qui vise à répondre aux préoccupations écologiques et allie énergies propres et technologies intelligentes.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet

Rédacteurs : Thomas Carré, Thibault Alix, Zilan Huang, Yang Jingxia, Orhan Chiali, Baptiste Gosson-Brion, Furui Ren, Marie-Pia Lebrun, Antoine Moisson, Laureen Calcat, Julien Boudet, François Lemal, Cyril De Mesmay, Li Wei, Pierre Moussy, Camille Forumeau, Philippe Baudry, Florian Surre, Odile Huang, Charlotte Lau, Max Chang, Alain Chouan, Pascal Millard, Maria Girard

Revu par : Axel Demenet

Pour s'abonner :

baptiste.gosson-brion@dgtresor.gouv.fr



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*